

## L'Ecole d'après : Marc Bablet : La sortie du confinement et après

*"Ce que la crise révèle principalement c'est la notion d'intérêt général, de bien public... On ne peut donc plus accepter la politique conduite jusqu'ici qui a fait de la santé un bien de consommation comme un autre, sujet aux économies du « New public management » sans ménagement. On ne peut plus accepter que le bien public d'intérêt général soit soumis aux lois du marché... Il en est évidemment de même pour l'éducation, la formation et la recherche". Marc Bablet, ancien responsable de l'éducation prioritaire au ministère, propose trois réponses, à court terme, moyen et long terme, au confinement imposé à l'Ecole. Il appelle à des états généraux de la reconstruction pour construire une autre Ecole et une autre politique d'éducation.*



On nous a incités à penser que nous sommes en guerre. Il est vrai que les conditions de travail de nos médecins hospitaliers s'apparentent à de la médecine des catastrophes ou de guerre. Une bonne part de ce qui arrive est lié à la question de la préparation de l'épisode épidémique en question et il faudra comprendre le moment venu ce qui a fonctionné dans les pays qui auront eu les meilleures réponses sanitaires à la crise comme on le fait pour les comparaisons internationales en éducation. La rhétorique de guerre a surtout pour objet de s'adresser à l'émotion plus qu'à la raison (Ceux qui ne l'auraient pas vu pourront par exemple regarder la série Apocalypse sur la guerre de 14-18 sur les replay de France télévisions pour bien connaître cette rhétorique et ses effets). Il reste qu'actuellement c'est d'abord en matière de santé que les inégalités sont les plus patentes. Il faut lire [cet interview](#) sur « les épidémies accélérateurs d'inégalités » donné par le docteur Corty à Mediapart.

Heureusement, il y a toujours un moment où une guerre s'arrête et c'est cela qu'il faut préparer avec soin tant on sait que les fins de guerre mal gérées ont des conséquences redoutables. Quand on entend ce qui se dit pour l'instant on a des raisons de craindre la manière dont va être gérée la sortie de l'épidémie. Pour l'école, il est certain qu'il sera intéressant de refaire un jour l'historique de la suite des événements et décisions pour voir où l'on aurait pu mieux faire et à quelles conditions de préparation, mais ce n'est pas le plus important immédiatement même s'il ne faut pas se laisser voler le sens de cette histoire. Il faut préparer l'après en le pensant dès maintenant et dans le temps à venir. Classiquement, je

propose de distinguer le court terme des mois à venir, le moyen terme de l'an prochain et de quelques années à suivre et enfin le long terme des changements plus profonds qui ne se font pas en un jour mais qui doivent donner lieu à des politiques résolues inscrites dès maintenant dans la durée.

## **Un premier niveau de réponses à court terme**

L'école pourrait reprendre dès le courant du mois de mai selon le ministre, mais ce n'est pas du tout sûr à cette heure (d'autant que comme on nous dit que le déconfinement sera progressif, la situation de la reprise scolaire peut être également progressive et territorialisée en fonction de l'avancée de l'épidémie). Il y a, à cet égard des forces contraires (sanitaires, économiques, sociales, éducatives) qui devront faire l'objet d'arbitrages politiques et ce n'est pas le ministre de l'éducation nationale qui sera décideur en la matière même s'il parle souvent.

En admettant qu'une reprise ait lieu avant les congés scolaires - ce qui n'est pas du tout certain - les professionnels vont aussi devoir arbitrer leur positionnement politique et syndical entre différentes forces qui pousseront dans des perspectives diverses. La réduction des congés scolaires d'été est une hypothèse. C'est une réforme souhaitable, pour éviter la large rupture de juillet-août que nous connaissons et dont on sait les effets délétères sur les apprentissages scolaires notamment des élèves des milieux populaires. Elle ne peut toutefois se concevoir dans l'urgence ni sans compensations pour les personnels dont il faut rappeler qu'ils continuent de travailler pendant le confinement (accueil des enfants de soignants et télétravail avec leurs élèves, relations avec les familles). Ceux qui en refuseraient le principe trouveront à coup sûr des alliés dans l'industrie du tourisme qui, également touchée par la crise, ne pourra supporter de perdre des clients sur les mois d'été. Cette question est difficile, comme on le sait de longue date, on ne peut imaginer que le sujet soit bâclé par ordonnances à l'occasion de cette crise.

Pour les enseignants la première urgence sera de renouer avec les élèves perdus de vue et leurs familles. Le confinement a eu des effets très différents dans les différentes situations sociales des familles. Cette urgence doit guider la manière de concevoir le retour en classe en adaptant le niveau d'exigence et le type de travail à conduire. C'est patent en lycée professionnel où l'on sait l'importance du décrochage dans cette période, c'est très important dans l'éducation prioritaire surtout au collège mais aussi au niveau des écoles, lorsqu'il a été particulièrement difficile de contacter des familles débordées par les conséquences du confinement dans des conditions de vie souvent très

difficiles. Pour cela il est décisif de construire la reprise sur la notion de lien social et éducatif et non sur un principe de reprise brutale des enseignements sans transition et a fortiori encore moins sur des problématiques évaluatives de fin d'année qui s'apparenteraient à des examens non préparés.

On sait bien que les élèves, tout comme les adultes auront vécu une grande diversité d'expériences du confinement. Tel élève aura eu un mort dans sa famille ou de grosses inquiétudes sur la santé d'un proche, tel autre aura subi les violences intra familiales redoublées par le confinement, tel autre aura vu sa mère violentée par son mari ou compagnon, tel autre ne bénéficiera plus de la tolérance prolongée de la trêve hivernale et la famille sera expulsée... Même si l'école n'est pas une instance de soin de la société, elle ne peut ignorer la diversité importante des vécus des élèves et le fait que le confinement aura perturbé largement les relations en ne permettant pas les rencontres.

Elle doit en tirer trois perspectives :

- Pour les élèves le premier bonheur de la fin du confinement, ce seront les retrouvailles amicales, comme lors des rentrées de septembre. Il faudra évidemment le prendre en compte pour favoriser les échanges et laisser des temps de respiration appropriés à cette situation. La qualité de l'accueil doit être pensée.

- Ensuite, le travail de partage sur les expériences vécues avec la délicatesse qui s'impose (il ne s'agit pas d'obliger les élèves à en parler) pour permettre l'expression d'une pensée qui favorise l'émancipation vis-à-vis du vécu c'est-à-dire notamment qui favorise la construction de catégorisations de ce qui a été vécu pour pouvoir le penser. Un travail réflexif sur le confinement, ses causes et ses conditions me semble incontournable. On pourrait par exemple partir de la fin de l'école primaire à la fin du lycée d'un travail d'écriture argumentée en groupe sur des thèmes à définir. Puis permettre une confrontation des points de vue. Une occasion d'établir une histoire de ce qui a été vécu au cours de cette épidémie. C'est un travail citoyen qui doit permettre de construire des savoirs en prenant des distances vis-à-vis de thèses complotistes notamment. Certains professeurs ont déjà commencé à y travailler comme il apparaît [dans un compte rendu de travail](#) conduit en REP+ à Nîmes.

- La troisième perspective professionnelle consiste à bien penser que les élèves ayant pu vivre des choses difficiles, et des choses très différenciées par les situations sociales, il faut construire la compréhension de cette diversité de situations pour agir à propos vis-à-vis de chacun. Percevoir ce que les élèves ont vécu sans ostentation pour être à même de réagir de manière différenciée en évitant des gaffes qui pourraient être destructrices de la relation et ensuite de la perspective de

reprise des apprentissages. A tout le moins, agir avec prudence et modération vis-à-vis de chacun quand on n'a pas d'information.

On le voit, je trouverais parfaitement contre productif que ce reliquat de troisième trimestre soit concentré sur les évaluations fussent-elles pour le contrôle continu du baccalauréat. On ne peut imaginer d'évaluer des connaissances construites lors d'un confinement qui a significativement accru les inégalités. Je rappelle que l'évaluation agit souvent comme une menace dans notre système (voir [les travaux de Butera, Buchs et Darnon](#) ). Il s'agit de le savoir et de prendre des distances vis-à-vis d'un processus évaluatif qui n'aurait pour objectif que de classer les élèves dans ce contexte. Le classement serait inévitablement injuste et perçu comme tel. Et donc le diplôme sujet à caution. J'ai lu qu'il était question d'évaluer les élèves et notamment que le ministre demandait de fonder les notes au contrôle continu sur la motivation des élèves y compris dans le temps du confinement. Cela me paraît parfaitement inacceptable dans une perspective sociale, humaniste, c'est-à-dire par définition égalitaire.

## **Un second niveau de moyen terme**

A l'évidence le confinement nous apprend beaucoup sur ce que nous gagnons et perdons quand la classe ne se déroule pas de manière habituelle. Certains, prétendus optimistes, y voient déjà des perspectives pour une évolution d'ensemble du système éducatif. Pour ma part, je me méfie de ces idées qui surviennent en suite de crise. Les années folles ne sont pas aussi importantes que celles du front populaire (18 ans après la fin de la guerre de 14-18) pour l'avenir de la société et au sortir de la seconde guerre mondiale il a fallu le temps des travaux du conseil national de la résistance (de mai 43 à mars 44) pour disposer d'un programme construit à appliquer en le précisant par ordonnances à partir de 1945. On ne peut donc faire trop vite et surtout il faut conduire le travail de réflexion dans une logique démocratique en y associant fortement les professionnels. Il faut pour cela un gouvernement décidé et convaincu de l'importance d'évolutions éducatives, sociales et économiques nécessaires. On ne sent pas actuellement un tel engagement. Dans tous les cas on ne sent pas venir une conception forte d'un Etat social comme il serait souhaitable dans une perspective de reconstruction après une crise qui révèle toujours plus les inégalités.

Il y a au moins quatre thèmes sur lesquels il faut développer une réflexion de fond pour déboucher sur des pratiques renouvelées et pour conforter le service public d'éducation:

- Repenser encore et toujours la question du décrochage scolaire et conduire une politique résolue pour favoriser l'accrochage scolaire en s'appuyant sur ce que la recherche nous en dit et en développant des

logiques de formation recherche qui favorisent le développement professionnel de ceux qui s'y engagent. Pour cela il faut d'abord renforcer l'école en l'aidant à être l'école. La question des collectifs professionnels et de formations répondant à leurs besoins est essentielle. On trouvera à cet égard [un article](#) que j'ai écrit pour la revue « Enfance et psy ».

- Il faut consolider l'acquis de nouvelles relations avec les familles qui ont souvent apprécié d'être contactées, informées et soutenues dans cette période. L'usage du téléphone semble en particulier pertinent pour renforcer un lien utile aux élèves et à leurs familles. Il faut en même temps tirer la leçon des obstacles rencontrés avec certaines familles et penser spécifiquement les relations avec les familles des milieux populaires et notamment avec les familles les plus pauvres [comme y insiste Marie-Aleth Grard](#) . On peut aussi s'appuyer, parmi d'autres, sur [les travaux de Pierre Perrier](#) pour approfondir la réflexion

- L'usage du numérique en éducation a montré également son intérêt ponctuel et ses limites de fond à la fois techniques, pédagogiques et sociales. On sait là aussi à quel point les écarts sociaux sont significatifs tant en ce qui concerne les équipements qu'en ce qui concerne les pratiques. Il est massivement apparu que les élèves des familles les moins conniventes avec l'école étaient en difficulté matérielle ou sociale pour parvenir à participer de cette école numérisée. Nombreux sont les enseignants qui témoignent de la difficulté de nombre de leurs élèves à travailler seuls dans des contextes de vie et donc des conditions de travail souvent difficiles. Rien ne peut remplacer le groupe classe et sa gestion pertinente pour les apprentissages scolaires. Il faut se méfier de tous les discours satisfaits sur les usages du numérique qui pourraient nous entraîner vers des perspectives de développement en vue de faire des économies comme cela commence à se faire aussi pour la formation des enseignants.

- Enfin il faut exercer une vigilance accrue sur les perspectives de déréglementation que le ministre actuel semble prêt à développer et tout au contraire consolider le service public d'éducation. Seul le renforcement du service public par un état démocratique fort est à même de lutter contre les inégalités que crée la logique de marché qui inspire de longue date le ministre actuel. Je rejoins tout à fait les conclusions de [Stéphane Bonnery](#) et de [Marc Douaire](#).

### **Un troisième niveau de long terme**

Ce que la crise révèle principalement c'est la notion d'intérêt général, de bien public en particulier s'agissant de l'hôpital mais aussi significativement s'agissant des modes de lutte contre l'épidémie (la question des masques est la plus impressionnante avec son lot de discours initiaux sur leur inutilité). On ne peut donc plus accepter la politique conduite jusqu'ici qui a fait de la santé un bien de

consommation comme un autre, sujet aux économies du « New public management » sans ménagement. On ne peut plus accepter que le bien public d'intérêt général soit soumis aux lois du marché. La santé est par définition un bien public qui a plus de valeur humaine que des biens de consommation ordinaires. C'est vrai aussi des industries qui sont chargées de fournir le secteur de la santé comme on le voit pour les masques ou certains médicaments ou appareillages de réanimation. Je ne me sens pas particulièrement nationaliste mais la mondialisation libérale du capital a entraîné des façons de faire dont on voit qu'elles sont inacceptables aujourd'hui pour l'indépendance non tant de la nation que du système de santé et pour son efficacité. Il en est de même pour la sécurité dont on a vu l'importance dans cette période de confinement qui a montré un visage des forces de l'ordre bien différent de celui qu'elles ont donné à voir dans le contexte des mouvements sociaux. La sécurité est aussi un bien public qui doit servir les citoyens travailleurs et ne doit pas pouvoir se retourner brutalement contre ceux qui ont des luttes légitimes comme le montre cette crise, et comme, malheureusement, elle le montrera encore dans un avenir proche. Il en est de même de la défense nationale, bien public qui doit être un outil défensif et un appui au peuple dans les situations de crise tant que le monde reste instable.

Il en est évidemment de même pour l'éducation, la formation et la recherche dont on voit à l'évidence l'importance tant pour la prise en charge des enfants de soignants que pour la lutte contre les inégalités, pour la découverte de réponses aux problèmes rencontrés.

Quand la recherche est soumise au privé, elle fonctionne sur des objectifs de rentabilité qui ne lui permettent pas de préparer le pays à des situations inédites. Qu'il s'agisse de virus, de mécanique ou de problèmes éducatifs ou sociaux, on a besoin de la recherche fondamentale qui ne doit pas être soumise au prétendu pragmatisme, à la rentabilité car rien ne permet de prédire ce dont on aura besoin à l'avenir. Il faut donc que les chercheurs aient une part importante de leur activité qui ne dépende pas d'une rentabilité de court terme dans l'intérêt de tous bien compris.

De la même manière la formation et notamment celle des enseignants ne saurait être soumise à des impératifs économiques auxquels il faut substituer des impératifs d'amélioration des résultats éducatifs et pédagogiques notamment des élèves des milieux populaires. Elle doit être conçue en fonction des exigences d'un métier qui est bien connu et décrit par la recherche et par ses acteurs expérimentés. Les idéologies de tous poils doivent être mises à distance au profit d'un travail de fond sur les conditions du métier et sur les besoins des élèves.

On voit bien aussi dès maintenant l'importance de l'école comme mode de prise en charge de la jeunesse pour la reprise à venir de l'activité économique avec la reprise du travail des parents. Mais ce ne peut être cette considération qui détermine la reprise qui doit rester, dans le contexte épidémique, conditionnée prioritairement à la question sanitaire. Cette fonction de prise en charge de l'école est assurément essentielle à la société (et notamment indispensable pour permettre le travail des femmes d'enfants jeunes) mais elle ne doit pas l'emporter sur sa fonction d'émancipation par les savoirs, de construction du citoyen et de lutte contre les inégalités sociales qui doivent être réaffirmées avec force à l'avenir.

Pour qu'un tel travail de long terme s'engage sur de bonnes bases, il faut qu'il soit mené dans une optique rationnelle et démocratique dans le cadre d'états généraux de la reconstruction que nombre de citoyens appellent dès maintenant de leurs vœux.

**Marc Bablet**